



Deuxième édition du bulletin d'information du projet COAST



Février 2013

Table des matières

AVANT-PROPOS.....	3
FRÉDÉRIC PIERRET	3
EN PREMIERE PAGE	5
ANALYSE	12
DES NOUVELLES DU PROJET COAST	20
DES NOUVELLES DES PAYS DU PROJET COAST.....	27
La Gambie	27
Ghana.....	28
Kenya	29
Mozambique	31
Nigéria.....	32
Sénégal.....	34
Seychelles.....	36
Tanzanie.....	37
QUESTIONS ET REPONSES	39
OPINIONS.....	44
CLAUSE DE NON-RESPONSABILITE DE L'UNIDO	49

AVANT-PROPOS

MESSAGE DU DIRECTEUR EXECUTIF DE L'OMT,

FRÉDÉRIC PIERRET



Chers lecteurs,

Bienvenue à la deuxième édition du bulletin d'information du projet COAST. Ce bulletin est un outil important dans le partage d'informations et de ressources concernant le projet ainsi que de nouvelles avec nos intervenants, nos partenaires et avec l'ensemble de la communauté mondiale sur notre travail dans le tourisme côtier durable en Afrique.

L'importance des zones côtières en Afrique

Dans de nombreux pays en Afrique, comme ailleurs dans le monde, les zones côtières constituent une ressource touristique importante, où se concentrent les investissements et les installations touristiques. L'une des principales raisons pour lesquelles les côtes sont si importantes pour le tourisme est que les visiteurs sont fortement attirés par les milieux côtiers (*plages, beaux paysages, récifs coralliens, oiseaux, poissons, mammifères marins et autres espèces sauvages*) et par l'intérêt culturel qui leur est associé (*villes côtières, villages, sites historiques, ports, flottilles et marchés de pêche et autres aspects de la vie maritime*). En même temps, cet environnement particulier est sensible et fragile. En outre, de nombreuses côtes contiennent des habitats importants et ont une biodiversité très riche. Terre, eau et autres ressources naturelles sont souvent rares sur les côtes, en partie en raison de la pression du développement et des activités urbaines dans ces zones.

Le projet COAST: une initiative collaborative

Par conséquent, l'OMT est heureuse de collaborer avec le PNUE et l'ONUDI dans la mise en œuvre du Projet d'actions collaboratives pour le tourisme durable en Afrique (COAST) financé par le FEM. Ce projet considère que le tourisme côtier en Afrique peut apporter des avantages importants pour l'économie locale, la société

et l'environnement, tels que la production de revenus, la création d'emplois, le développement d'infrastructures, la conservation du patrimoine culturel et naturel, et qu'il peut offrir une source alternative et durable de moyens de subsistance pour les communautés locales. C'est dans ce contexte que le Projet COAST s'efforce d'assurer que des initiatives importantes soient prises pour encourager le développement de formes durables de tourisme le long des côtes africaines. Celles-ci devraient alors permettre de réduire la dégradation des milieux marins et côtiers et de contribuer au bien-être de la population locale.

Le rôle de l'OMT dans le projet COAST

Dans le cadre du Projet COAST, l'OMT est spécifiquement chargée des composantes de l'éco-tourisme, et de la gouvernance du tourisme durable. Le volet sur l'éco-tourisme s'appuie en grande partie sur la grande expérience acquise par l'OMT grâce à son programme TD-EP (Tourisme durable - Élimination de la pauvreté), qui a été lancé lors du Sommet mondial pour le développement durable en 2002. L'initiative TD-EP a pour objectif de réduire la pauvreté à travers le développement et la promotion de formes durables de tourisme. Dans le projet COAST, l'OMT a organisé trois séminaires régionaux du programme TD-EP pour renforcer les capacités des parties prenantes du projet et appliquer la méthodologie TD-EP dans leurs pays. D'après les enseignements tirés jusqu'à maintenant, les agents de liaison COAST et les coordonateurs des sites de démonstration ont effectué des analyses rapides des chaînes de valeur du tourisme dans leurs sites et ont commencé à formuler et à exécuter des projets d'éco-tourisme contribuant à la réduction de la pauvreté et à la conservation de la biodiversité. Plus de détails sur ce domaine sont présentés dans le Bulletin en pages 4, 5 et 6.

L'avenir du tourisme côtier en Afrique

En conclusion, il a été gratifiant de constater le retour très positif reçu lors de l'évaluation à mi-parcours des progrès réalisés dans les composantes de l'éco-tourisme et de la gouvernance du tourisme durable. Ceci n'aurait pas été possible sans la participation efficace de toutes les parties prenantes dans les neuf pays COAST. Nous tenons à exprimer notre sincère gratitude pour leur collaboration active.

Nous apprécions fortement l'initiative prise par le Projet COAST de diffuser les connaissances et les informations récentes concernant les activités du projet, ainsi que ses découvertes et ses résultats, à un public plus large par le biais du Bulletin d'information COAST, et nous espérons que sa 2e édition sera utile aux nombreux organismes et particuliers confrontés à, ou intéressés par la question du tourisme durable et de la conservation de la biodiversité en Afrique et au-delà.

Bonne lecture!

Frédéric Pierret
Directeur exécutif
OMT

EN PREMIERE PAGE

Les mécanismes de gestion et de gouvernance du projet COAST pour le tourisme durable dans les zones côtières en Afrique.

Par Marcel Leijzer, OMT



Des enfants en train de planter des arbres sur le site de démonstration de Kribi. Le tourisme côtier durable entend d'investir pour l'avenir.

Quelle est la position de la gouvernance durable dans l'industrie touristique?

Le Projet d'actions collaboratives pour le tourisme durable (COAST) est un projet de cinq ans dont la quatrième année de mise en œuvre est en cours. Il s'agit d'un projet financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et dont l'agence exécutive est le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) en partenariat avec l'agence des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et l'Organisation mondiale du tourisme (OMT). Dès le départ, lors du processus de formulation du projet, les neuf pays participants (Le Cameroun, le Sénégal, le Kenya, la Tanzanie, le Mozambique, la Gambie, le Ghana, le Nigéria et les Seychelles) ont identifié la nécessité d'une approche plus intégrée de la planification du tourisme côtier. Ils avaient tous conscience de la nécessité de protéger la biodiversité en plus des priorités socio-économiques et

culturelles, et de la nécessité d'un cadre réglementaire complet et efficace pour assurer la viabilité à long terme du secteur touristique.

... Il s'appuie également sur la compréhension que la gouvernance du tourisme durable exige l'engagement et la coordination du tourisme, de l'environnement, de la communauté et des intérêts plus larges de développement au niveau local

Il est important de noter ici que même les pays qui avaient déjà commencé à élaborer une politique et un cadre stratégique pour le tourisme durable (de bons exemples étant les Seychelles et le Sénégal) ont jugé nécessaire de renforcer leur cadre politique et réglementaire pour faire du tourisme durable une priorité essentielle. À cet égard, il a été estimé qu' un manque de mécanismes de planification à moyen ou long terme du développement et des réglementations des activités touristiques avait des répercussions directes sur la santé et le bien-être de l'environnement marin et côtier, et sur la qualité de vie des populations locales.

Le projet COAST comprend donc une composante de gouvernance et de gestion durable du tourisme (GGDT) intitulée "*Développement et mise en œuvre de mécanismes pour le tourisme et la gestion durable*". Ce volet est mis en œuvre par l'OMT par le biais de recherches documentaires et sur le terrain sur les mécanismes de gouvernance et de gestion du tourisme durable dans les zones côtières d'Afrique.

Les objectifs de la recherche sur la gouvernance et la gestion du tourisme durable sont les suivants:

- Déterminer si les politiques des neuf pays facilitent la viabilité à long terme du tourisme et identifier les lacunes, les besoins et les options en matière de gouvernance et de gestion du tourisme durable.
- Proposer une vision et des recommandations sur la forme la plus appropriée de mécanismes de gouvernance et de gestion du tourisme durable.
- Guider les principales parties prenantes dans les neuf pays sur la réforme de la gouvernance et de la gestion du tourisme durable dans le domaine du tourisme côtier.

... un manque de mécanismes de planification à moyen ou long terme du développement et des réglementations des activités touristiques avait des répercussions directes sur la santé et le bien-être de l'environnement marin et côtier, et sur la qualité de vie des populations locales.....

Vers une gouvernance du tourisme durable: L'approche et la méthodologie de l'OMT.

L'OMT a adopté une méthodologie fondée sur l'analyse documentaire et la concertation avec les parties prenantes dans les neuf pays du projet COAST. La recherche porte sur les mécanismes de gouvernance et de gestion du tourisme durable tant au niveau national que local (site de

démonstration). Elle est fondée sur le fait que la condition fondamentale de la gouvernance du tourisme durable, est de disposer d'un engagement efficace des principaux organismes publics ou privés concernés dont les politiques et les actions peuvent influencer sur l'impact du tourisme. Elle s'appuie également sur le fait que la gouvernance du tourisme durable exige l'engagement et la coordination des entreprises concernées par le tourisme, l'environnement, la communauté et le développement en général au niveau local.

En effet, c'est à ce niveau que la majeure partie des prestations essentielles comme la planification, le renforcement des capacités, l'utilisation d'un réseau de connaissances et l'information prend place. C'est aussi au niveau local que le tourisme doit être efficacement intégré dans le développement durable. Une question particulière est de savoir comment les politiques nationales et les processus de gouvernance sont élaborés et mis en œuvre au niveau local, ce qui peut être influencé par les politiques et les mesures de décentralisation ainsi que par la capacité de gouvernance locale et les structures de participation communautaire. Pour ce faire, la publication de l'OMT en collaboration avec le PNUE «*Vers un tourisme durable, guide à l'usage des décideurs*», a inspiré l'approche et la direction de la recherche, de par ses lignes directrices sur les structures de gouvernance, les objectifs de développement durable et les instruments de gestion pertinents pour tout type de destination (OMT et PNUE, 2005).

Missions sur le terrain dans les pays du projet COAST



Le consultant de l'OMT Dr. Richard Denman accompagné de certains acteurs du secteur touristique après une réunion de concertation à Watamu, au Kenya.

La première phase de la recherche était fondée sur une série de missions sur le terrain dans chacun des neuf pays partenaires du projet COAST se déroulant entre mars et juillet 2011. Chacune de ces missions duraient environ sept jours, temps passé entre la capitale du pays pour la concertation avec le gouvernement et autres organismes nationaux, et les sites de démonstration du projet COAST, pour la concertation avec les acteurs locaux et l'observation de la situation sur le terrain. Fondée sur les recommandations de l'évaluation à mi-parcours du projet COAST, une deuxième phase est venue s'ajouter à l'étude, et s'intéresse plus particulièrement aux motifs financiers de la gouvernance du tourisme durable. Les recherches documentaires et sur le terrain se sont achevées lors du dernier trimestre de 2012, comprenant des missions en Tanzanie et au Ghana et des entretiens téléphoniques avec des acteurs importants sélectionnés dans d'autres pays.

Les recherches documentaires et sur le terrain initiales se penchaient en particulier sur les objectifs politiques en rapport avec :

- Les impacts environnementaux - la diversité biologique, l'intégrité physique et la pureté de l'environnement. Ceci reflète le financement du FEM et le but ultime du projet de conserver les écosystèmes marins et côtiers et la biodiversité et concerne les paysages côtiers, les habitats terrestres et marins, la gestion des déchets et la lutte contre la pollution, entre autres.
- Les moyens de subsistance durables - la prospérité locale, l'équité sociale et le bien-être communautaire. Ceci prend en compte l'impact positif et négatif du tourisme sur les communautés côtières et la corrélation entre la lutte contre la pauvreté et la conservation.

L'étude a examiné la mesure dans laquelle les politiques et la gestion dans les neuf pays recouvrent les domaines potentiels d'intervention en vue de parvenir à un tourisme plus durable. Les domaines présentant un intérêt particulier pour le tourisme côtier, évalués au cours de la recherche, comprennent une orientation stratégique des destinations côtières et l'influence sur le développement du tourisme, le fonctionnement des entreprises touristiques et le comportement des visiteurs. La recherche a identifié et évalué les cadres politiques actuels dans les neuf pays qui ont le potentiel d'influer sur la durabilité du tourisme.

Une attention particulière a été accordée:

- Aux politiques touristiques, qui peuvent être contenues dans les stratégies touristiques nationales et peuvent correspondre, ou non, aux objectifs de durabilité.
- Aux politiques environnementales, qui peuvent, ou non, faire une référence particulière au tourisme, mais qui doivent poser un fondement pour influencer le développement et la gestion du tourisme.
- Aux politiques de développement durable et / ou aux stratégies de réduction de la pauvreté plus spécifiques, qui peuvent, ou non, faire une référence particulière au tourisme.
- Aux politiques et aux programmes destinés expressément à la gestion des zones côtières, comme les stratégies et les plans de gestion intégrée des zones côtières.

Quelques premiers résultats des travaux en cours

1. Les résultats de politiques cohérentes en matière de tourisme côtier durable au niveau national

Alors que nous passons aux questions d'élaboration de politiques, il faut noter que, selon ce qu'indique la recherche, la gouvernance efficace du tourisme côtier durable exige qu'un cadre politique cohérent guide et dirige l'action et que les organismes compétents veillent à ce que les politiques soient mises en œuvre. Pour renforcer les cadres stratégiques du tourisme côtier durable, il convient de s'assurer que les politiques de développement identifient avec précision le rôle du tourisme durable et que les objectifs de développement durable soient intégrés dans les politiques touristiques révisées. De même, les possibilités et les enjeux du tourisme côtier devraient être clarifiés dans les politiques et les stratégies nationales touristiques. Il faut placer un accent particulier sur la planification et les mesures prises en matière de tourisme durable au niveau de la destination, et travailler à des politiques et des lois plus vastes pour encourager la transparence de la planification de l'aménagement du territoire et des processus de développement touristique.

2. L'importance de la participation et d'une coordination efficace.

Pour que les structures de gouvernance du tourisme côtier durable soient efficaces, il faut que les différentes entreprises concernées soient engagées sérieusement à tous les niveaux, tout en clarifiant les rôles et les responsabilités et en assurant la capacité d'offrir les services proposés. Il faut maintenir une liaison et une coordination solide entre les ministères, les départements et les agences travaillant dans le secteur du tourisme et de l'environnement, et le secteur privé devrait être encouragé à s'engager dans la question de durabilité, par exemple par le biais des organismes de coordination entre les secteurs public et privé. Le développement et l'exploitation d'organismes de gestion des destinations multipartites peuvent être considérés comme une clé de la gouvernance et de la gestion efficaces du tourisme durable au niveau de la destination.

3. La conservation de l'environnement est essentielle pour la durabilité.

D'après l'étude, tous les pays participant au projet COAST disposent de procédures en vigueur pour l'évaluation et le contrôle du développement sur les zones côtières, mais qui pourraient être considérablement renforcées pour rendre le processus plus efficace, tout en encourageant le développement du tourisme durable à obtenir des résultats plus positifs. L'efficacité des études d'impact environnemental (EIE) concernant les projets de développement touristique du littoral peut être renforcée en rendant plus claires et plus cohérentes les conditions et les procédures d'EIE pour les projets touristiques, et en renforçant les concertations avec la communauté et l'engagement dans les EIE.

4. La coordination des questions environnementales est décisive.

Les ministères du tourisme devraient élaborer des directives pratiques concernant les types de développement considérés comme les plus adaptés pour certains endroits, comprenant des conseils sur la conception, l'impact sur la biodiversité, l'énergie, l'eau et la gestion des déchets. Les développeurs ne devraient avoir qu'un seul point de contact pour les aider à guider la procédure et leur offrir des conseils sur les conditions requises. Dans certains pays, les organismes de promotion du développement peuvent remplir cette fonction. Pour améliorer le suivi des activités des entreprises touristiques, la portée et la puissance des processus d'inspection devraient être renforcés et les entreprises devraient être encouragées et aidées à améliorer leur gestion de l'environnement et de la durabilité.

5. Un financement des mesures de conservation par les autorités touristiques est nécessaire.

Plusieurs questions concernant la gestion du littoral, comme la gestion des déchets, l'érosion côtière et la conservation de la biodiversité, peuvent avoir une forte influence sur l'avenir du tourisme côtier dans les différentes destinations. Celles-ci peuvent être traitées en générant des ressources par le tourisme pour soutenir la conservation et la gestion ainsi qu'en sensibilisant la communauté et en encourageant sa participation dans la conservation et la gestion. Le partage des avantages apportés par le tourisme avec les communautés locales doit être considéré comme un objectif de durabilité important en soi. Cela peut être encouragé en améliorant les conditions d'offre et de demande pour augmenter l'emploi local, créer et maintenir des chaînes d'approvisionnement locales, gérer les commerces informels locaux et promouvoir les initiatives communautaires qui répondent aux conditions de durabilité et de réussite.

6. Toutes les personnes concernées (Gouvernement, secteur privé et société civile) ont un rôle à jouer.

La responsabilité générale des actions proposées pour améliorer la gouvernance et la gestion du tourisme côtier durable en Afrique devrait incomber au gouvernement, qui se doit de fournir le cadre politique et législatif pour la protection et le développement durable, et de s'assurer que des processus de gestion efficaces soient en place. Bien sûr, les entreprises touristiques et leurs associations doivent aussi s'engager à agir de manière responsable envers l'environnement et les communautés, engagement soutenu par des mesures appropriées. En outre, les ONG et les organisations de la société civile ont potentiellement un rôle très important à jouer en matière de mobilisation, de facilitation et de renforcement des capacités. Les ONG locales ont l'occasion de participer là où elles se trouvent en réunissant les différentes personnes intéressées et en apportant leur aide et leur expertise. Les organismes universitaires et de recherche, les établissements de formation et les consultants locaux peuvent aussi contribuer en apportant leurs connaissances et leurs services précieux.

Sans oublier les agences internationales qui doivent continuer à aider les pays africains dans la planification et la gestion du tourisme sur leurs côtes. Elles doivent considérer le tourisme

comme un sujet essentiel faisant le lien entre l'économie et l'environnement, deux domaines qui concernent les programmes internationaux. L'aide internationale peut aider à la fois en apportant un soutien financier et technique, et en permettant le partage d'expériences et de connaissances entre les pays.

Conclusion et actions à suivre

Résultant des travaux du Projet COAST dans le domaine de la gouvernance du tourisme durable, des rapports individuels pour chaque pays ont été préparés, qui examinent de manière approfondie le contexte politique, les structures de gouvernance et les processus de gestion relatifs au tourisme côtier ainsi que les expériences et les besoins des sites de démonstration. Ces rapports nationaux contiennent des recommandations pour le pays dans son ensemble et pour les sites de démonstration, et seront utilisés comme base pour la préparation d'un cadre d'action pour la gouvernance et la gestion durables du tourisme dans les zones côtières de chacun des pays participant au projet COAST. Le rapport général final de l'étude sur la gouvernance du tourisme durable sera publié en 2013, et utilisé comme base dans l'organisation d'ateliers régionaux de formation pour les acteurs du projet COAST. Lors des ateliers, les différents agents de liaison pourront échanger leurs points de vue et leurs expériences sur la façon de mettre en œuvre les recommandations de l'étude sur la gouvernance du tourisme durable, et d'autres directives seront données en ce qui concerne l'utilisation du cadre d'action pour renforcer les mécanismes de gouvernance et de gestion du tourisme durable dans chacun des pays et des sites de démonstration du projet COAST.

Sources et documentation relative à cet article.

Vers un tourisme durable: Guide à l'usage des décideurs. PNUE/ OMT disponible sur <http://www.unep.fr/shared/publications/pdf/DTIx0819xPA-TourismPolicyFR.pdf>;

Site de l'OMT <http://www2.unwto.org/fr>

Site du projet COAST disponible sur : www.coast.iwlearn.org

ANALYSE

Œuvrer pour une vision partagée du tourisme côtier durable à Kribi, Cameroun

Le but de ce bulletin d'information est de donner aux pays du projet COAST l'occasion de présenter certains des travaux sur leurs sites de démonstration pour une diffusion plus large. Dans cette section, nous mettons en évidence certaines enseignements tirés, expériences vécues et pratiques exemplaires mises en œuvre sur notre site de démonstration COAST de Kribi au Cameroun.

Toile de fond du projet COAST à Kribi, Cameroun.

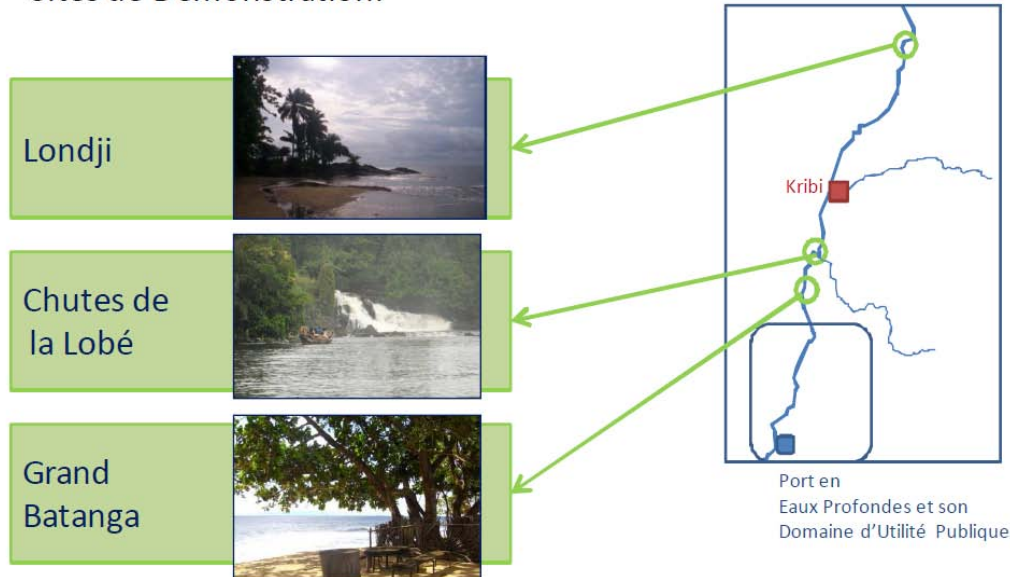


Plan du site de démonstration de Kribi, au Cameroun.

Le projet de tourisme durable sur les zones côtières au Cameroun est mis en œuvre à Kribi depuis 2011, en tant que projet national de démonstration du Projet COAST exécuté par le Ministère de l'Environnement, de la protection de la nature et du développement durable (MINEPDED). La composante touristique du projet est exécuté par le Ministère du Tourisme et des Loisirs (MINTOUL) en partenariat avec l'initiative de l'OMT "tourisme durable et élimination de la

pauvreté" (TD-EP), grâce à une généreuse contribution de la Fondation DT-EP de l'OMT. Le site de démonstration de Kribi se divise en trois zones à savoir Londji, les chutes de la Lobé et le grand Batanga.

Sites de Démonstration:



Kribi est la ville principale sur le site de démonstration et la capitale de la Division de l'océan, une région administrative dans la partie sud du pays d'une population estimée à 83 243 habitants (selon les statistiques de recensement de 2010). Kribi est la première destination touristique du Cameroun, réputée pour ses plages de sable blanc, faisant du tourisme l'une des activités économiques les plus importantes de la région. La région autour du site de démonstration dispose actuellement de nombreuses activités touristiques émergentes avec des plages de sable blanc sereines, des cascades, des palétuviers et des réserves animalières fondées sur la richesse des ressources naturelles de la région, comme tortues de mer. Cette région ouvre également la voie en ce qui concerne le marketing du tourisme de conférence naissant au Cameroun en fournissant des lieux de séminaires et d'ateliers.

Un autre trait caractéristique de la région de Kribi est l'industrialisation rapide de la ville et, plus particulièrement, de la Division l'océan. Actuellement, la région du site de démonstration est au cœur de nombreux projets industriels, agro-industriels et de transport. Par exemple, un complexe régional de port en eaux profondes est en cours de construction. En plus de la croissance urbaine rapide et du développement du réseau de transport, tous ces facteurs contribuent à une pression accrue sur les écosystèmes côtiers et marins. L'équipe du projet COAST à Kribi doit donc relever le défi de rendre compatibles les développements touristiques et industriels dans la région.

Certains des problèmes environnementaux dans la région comprennent:

- L'érosion côtière aggravée par les activités humaines telles que creuser le sable, et la déforestation;
- L'augmentation de la pression urbaine sur le littoral;
- Les polluants industriels et les risques de déversements de pétrole;
- La gestion non durable des ressources naturelles;
- L'absence de structures adéquates de gestion durable résultant de la mise en vigueur de politiques inadéquates et l'absence de plan de gestion pour l'utilisation des terres.



Mr Santiago Ormeno pose avec les élèves de l'école primaire après une activité de plantation d'arbres au site de Démonstration de Kribi.

Présentation des activités du projet COAST sur le site de démonstration de Kribi

a. Le projet COAST travaille à l'amélioration de Londji par l'éco-tourisme

Londji est l'une des régions du site de démonstration du Projet COAST à Kribi, qui travaille à changer sa réputation de «*village sale*» grâce à l'appui du Projet COAST. Il est désormais en passe de devenir la prochaine destination éco touristique au Cameroun. Situé à 15 kilomètres à l'ouest de Kribi, Londji est le plus grand village de pêcheurs et marché aux poissons au Cameroun. Le village présente une grande diversité de peuples et de groupes ethniques, en raison du

dynamisme des activités de pêche qui a attiré des communautés de toute l'Afrique de l'Ouest au cours des dernières années. La communauté est hétérogène, mais intégrée.

L'effervescence de ces activités a donné à Londji le nom de « petit port » à cause des nombreuses marchandises entrées dans le pays par ce village. Dans les années 70, Londji et ses longues plages de sable blanc ont été classées « zone de développement touristique » par l'ancien président Ahidjo Amadou. Cependant, de nombreuses années se sont écoulées et peu a été fait pour voir ce projet se concrétiser. D'autre part, les activités illégales, le mauvais état des routes et la gestion inadaptée des déchets ont donné à Londji une mauvaise réputation. Pourtant, la région est toujours considérée comme « la plus belle baie du Cameroun », selon la plupart des guides internationaux (*Bradt, Petit Futé*), mais a perdu beaucoup de son attrait en tant que destination touristique.

Le projet COAST, conscient que les déchets et la mauvaise hygiène représentent un danger réel pour la santé des habitants de Londji, a constitué, grâce à des réunions participatives régulières, un groupe communautaire qui a pris la responsabilité de nettoyer régulièrement la plage, et de coordonner le développement de nouveaux produits éco-touristique. L'idée sous-jacente était qu'« un environnement propre tient les maladies à l'écart et attire les touristes », et cela a fonctionné. Le groupe a récemment obtenu l'accord de travailler comme opérateur de tourisme communautaire sous le nom de « groupe éco touristique de Londji ».

En outre, le projet vise à encourager les efforts de conservation de palétuviers en cours, et à créer de la valeur touristique grâce à la promotion de produits de tourisme durable tels que des sentiers 'nature' dans les palétuviers, des promenades et des excursions en bateau. La position de Londji comme principal port de pêche à l'ouest de Kribi lui donne un potentiel important comme point de départ pour des excursions en bateau vers les plages vierges et inexplorées des estuaires de Lokoundje et de Nyong. A côté d'une ville de Kribi de plus en plus urbanisée, la côte devient un petit paradis avec ses plages immaculées et ses zones humides, où des lamantins et des dauphins peuvent être observés pendant certaines périodes de l'année. Il est important de noter ici que le projet COAST travaille à être mis en œuvre par un partenariat qui aide la communauté locale à tirer de réels avantages économiques des activités touristiques, et favorise donc une relation où la communauté locale et l'industrie locale puissent trouver une façon de vivre et de travailler en harmonie avec l'environnement. En outre, les activités touristiques qui se déroulent actuellement sont contrôlées pour être durables et positives pour l'environnement, mais aussi pour leur intérêt économique et le moyen de subsistance qu'elles représentent.

L'objectif est de donner aux touristes visitant Kribi une bonne raison de faire une excursion supplémentaire, de s'arrêter à Londji pour acheter du poisson frais et fumé, ou tout simplement de se détendre sur les plages désormais propres. Pour cette année, un certain nombre d'activités sont prévues par le Projet COAST, notamment une formation sur les services à la clientèle et la gestion du tourisme pour le personnel d'un certain nombre d'hôtels de la région.

b. Le projet COAST inspire une étude pour effectuer un suivi des changements dans les zones côtières de Kribi.

Le travail du projet COAST au Cameroun a inspiré l'initiative d'une équipe de chercheurs de l'Université Polytechnique de Madrid en Espagne d'élaborer et de publier un document intitulé, « L'utilisation des images satellitaires pour le suivi des changements dans les espaces naturels du littoral ». Notre membre de l'équipe du projet COAST, Mr Santiago Ormeno, faisait partie de l'équipe de recherche qui a participé à l'élaboration de cette étude. Celle-ci montre que les méthodes basées sur des images satellites peuvent être utilisées avec succès pour effectuer le suivi des changements environnementaux dans les zones côtières. L'étude a été motivée par le constat que 48 000 km de côtes en Afrique sub-saharienne sont menacés par l'impact des activités liées au développement. Dans la région du site de démonstration de Kribi, le tourisme, la pêche, l'agro-industrie et les activités portuaires se font concurrence pour dominer dans un contexte d'urbanisation et d'industrialisation rapides. Avec une biodiversité riche d'habitats vulnérables, il est important d'intégrer les principes de conservation dans la région.

Pendant la recherche, l'équipe travaillant dans le domaine de la géodésie (*La science qui mesure et effectue le suivi de la taille et de la forme de la Terre, ainsi que de son champ de gravité et qui détermine l'emplacement de certains points sur la surface de la Terre {NOAA 2013}*) et de la télédétection de l'École polytechnique de Madrid a développé une méthodologie technique qui produit des résultats utiles pour le suivi et l'évaluation des changements survenus dans la bande côtière. Lors de cette étude, les images fournies par les satellites Landsat 5 et 7 ont été utilisées pour obtenir des indicateurs environnementaux et des paramètres biophysiques. L'étude indique une réduction de près de 50% de la couverture végétale dans la bande côtière de 1984 à 2010.

Les changements dans l'utilisation des terres observés dans le secteur de Londji à Kribi, sont plus importants que ceux observés entre Kribi et Grand Batanga. Deux typologies de changements ont été identifiées; ceux résultant de l'intensification des activités agricoles et ceux dues à l'expansion de l'agglomération et de son réseau de communications. L'étude conclut que les méthodes basées sur des images satellites peuvent être utilisées avec succès pour effectuer le suivi des changements environnementaux dans des cas similaires. Le modèle présenté a été utilisé dans les études mentionnées et a aussi fait ses preuves après utilisation par ses auteurs dans d'autres domaines. Ces méthodes peuvent également être appliquées dans l'analyse des changements dans les zones côtières, et l'on espère que les résultats de cette étude seront mis à l'échelle et utilisés pour influencer les nouvelles actions entreprises par tous les acteurs du projet à Kribi.

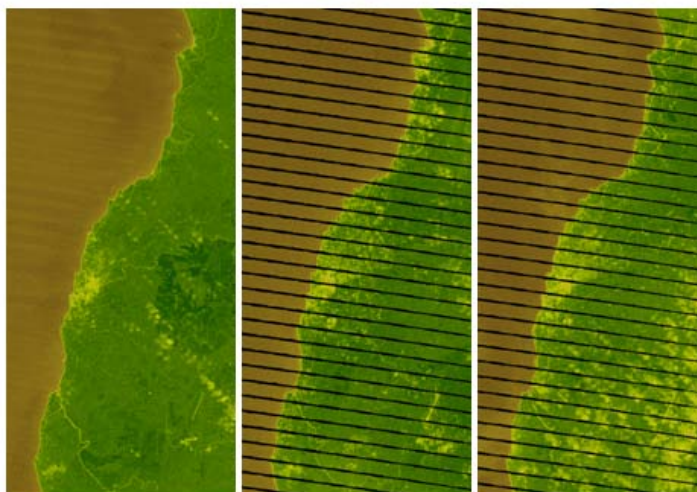


Figure 1: Entre 1984 et 2010, la végétation a diminué de 50% dans la région de Londji-Kribi.

c. Le projet COAST soutient les efforts locaux de plantation d'arbre à Kribi.

Les plages de la côte de Kribi souffrent de l'érosion côtière extrême résultant des fluctuations des marées, phénomène lié au réchauffement climatique. Cette érosion réduit l'extension du littoral et représente un risque réel pour la durabilité des activités touristiques côtières dans de nombreux secteurs de Kribi. Ces problèmes d'érosion sont généralement aggravés par des facteurs anthropiques tels que les activités illégales de creusement du sable et l'urbanisation rapide de la côte de Kribi, qui entraîne la déforestation et la perte de la couverture végétale. Ceci expose les terres limitrophes à l'érosion éolienne et marine.

En collaboration avec l'Agence nationale de développement forestier (ANAFOR), et le premier conseil municipal de Kribi, le projet COAST au Cameroun a lancé un projet pilote de plantation d'arbres dans le site de démonstration de Bongahélé (Grand Batanga) en Mai et Juin 2012. L'initiative a reçu le nom de «Un arbre, un enfant». Les enfants de la communauté locale ont planté plus de 235 arbres mis à disposition par le premier conseil municipal de Kribi, des touristes individuels et des associations locales.

Cette action a été menée en coopération avec le groupe d'écotourisme de Grand Batanga et approuvé par le chef traditionnel du village. Un forum éducatif sur l'érosion côtière et ses effets sur les moyens de subsistance a également été organisé en coopération avec des ONG environnementales (*Model Forest, WWF*). Une deuxième action de plantation d'arbres, organisée en juin 2012, a fait l'objet d'une importante couverture médiatique par la télévision nationale. Cette action a permis de tirer des leçons précieuses concernant les conditions techniques requises pour mener à bien une activité de plantation d'arbres sur les bordures de plage, tels que l'importance de choisir des variétés adaptées et de prendre en compte les marées, la nécessité d'effectuer un suivi constant dans les stades précoces, et de sensibiliser efficacement les communautés, car les arbres sont souvent les cibles très faciles du vandalisme. À long terme, un certain nombre de pépinières devraient être créées pour améliorer la durabilité de ces initiatives.

Le projet COAST vise à étendre cette initiative à d'autres villages de Kribi touchés par l'érosion côtière, en particulier dans les chutes de la Lobé. Un projet de plus grande envergure visant à effectuer le reboisement des plages de Kribi sera considéré par la mairie de la ville de Kribi lors de son prochain conseil d'administration.

Autres activités du projet COAST à Kribi

- a. Les 21 septembre et 17 décembre 2012, le Projet COAST a organisé deux ateliers à Kribi pour valider les plans de gestion durable du tourisme rédigés par le projet et pour examiner les actions environnementales prévues. Plus de 50 représentants de la communauté, du gouvernement et du secteur privé ont participé à ces réunions, dont le principal objectif était de construire une vision commune en matière de développement des activités de tourisme durable et les priorités de développement dans les sites de démonstration.
- b. Le projet COAST et les partenaires du tourisme côtier durable ont présenté les activités d'écotourisme dans le site de démonstration de Grand Batanga. Le projet a également soutenu la 5e édition du Festival culturel international de Kribi, un festival culturel et touristique qui, année après année, a pour objectif de devenir un «*carrefour d'échanges culturels entre les différents pays et entre les générations*» au Cameroun.
- c. Le projet est entré en partenariat avec le service de conservation du parc national de Campo Ma'an et les initiatives de conservation des tortues de mer d'Ebotour dans la région de Kribi. Les deux sites d'écotourisme reposent sur l'idée que le tourisme peut soutenir les efforts de conservation des espèces en voie de disparition (*les grands singes et les éléphants à Campo Ma'an et les tortues de mer à Ebodgé*).

Conclusion

Certains des résultats issus du site de démonstration de Kribi placent clairement le site en position avantageuse pour diriger les plans nationaux de tourisme côtier durable au Cameroun. Les investissements du projet COAST à Londji, Grand Batanga et dans les chutes de la Lobé, dans le cadre du projet de tourisme côtier durable, se traduiront par l'amélioration des écosystèmes et de la biodiversité s'ils sont maintenus sur le long terme. De cette façon, le projet atteint son objectif de démontrer et de soutenir l'adoption de pratiques exemplaires en matière de tourisme durable, qui réduisent la dégradation des milieux marins et côtiers dont l'importance va au-delà des frontières. Sur le site de démonstration de Kribi, les activités en cours sont la création de partenariats qui aident les communautés locales à profiter de réelles retombées économiques de l'industrie du tourisme. Cela a conduit à une relation où la communauté et l'industrie touristique locales ont trouvé un moyen de vivre et de travailler en harmonie avec l'environnement. En outre, les activités touristiques se déroulent actuellement d'une manière contrôlée durable et respectueuse de l'environnement.

Il faut noter ici que, par la sauvegarde de l'environnement dans l'industrie du tourisme à Kribi, les moyens de subsistance et les revenus durables sont en train de devenir réalité et sont assurés sur le long terme. Alors que les défis liés à l'urbanisation et l'industrialisation rapides sont toujours d'actualité, d'autres partenariats doivent être encouragés pour assurer la durabilité de ces initiatives. Par exemple, les résultats de l'étude sur les changements survenus dans la zone côtière de Kribi bénéficieraient grandement d'actions concertées entre tous les acteurs, notamment des partenariats public-privé, afin de réduire les effets néfastes des activités humaines dans la zone côtière. À ce propos, il ne faut pas laisser le nombre croissant de touristes avoir un impact négatif sur les écosystèmes fragiles de Kribi, et cela est au cœur du projet COAST sur ce site de démonstration. Celui-ci contribue grandement à la mise en place d'une vision commune du tourisme durable dans les zones côtières en Afrique.

DES NOUVELLES DU PROJET COAST

DES NOUVELLES DE L'ÉQUIPE RÉGIONALE DU PROJET COAST

INTRODUCTION

Le projet COAST a coordonné et entrepris un certain nombre d'ateliers et de missions de renforcement des capacités au cours du dernier trimestre de 2012. Ces activités visaient toutes à l'autonomisation de nos acteurs dans les pays pour améliorer la mise en œuvre des activités du projet COAST. Certaines de ces missions avaient également pour objectif de partager quelques-uns des premiers résultats avec nos partenaires de la communauté IW:LEARN, et d'identifier d'éventuelles opportunités de renforcer les partenariats et le partage des enseignements tirés, des expériences et de nouvelles pratiques exemplaires. Cette partie partage certaines des questions importantes issues de ces ateliers et des événements et activités du projet COAST.

Le projet COAST présente une affiche lors de la Conférence Scientifique « Eaux Internationales » (IW) du Fond pour l'Environnement Mondial (FEM) en 2012.

Le projet COAST a présenté un poster lors de la conférence scientifique IW du FEM qui s'est tenue à Bangkok, en Thaïlande, du 24 au 26 Septembre 2012. Mr Harvey John Garcia, l'agent technique du projet COAST, en a été le représentant lors de cette conférence. L'objectif général de la conférence scientifique IW était de connecter la science et la politique pour discuter de la situation et de la gestion des systèmes d'eau à l'échelle mondiale, régionale et locale en se concentrant sur des questions essentielles. Cette conférence a réuni des experts concernés par la science et la gestion des plans d'eau reliés entre eux, comme les aquifères, les lacs, les rivières et les grands écosystèmes marins (GEM), comme les zones côtières et les océans ouverts.

L'un des principaux objectifs de la conférence scientifique IW était d'aborder la relation entre politique et science où des groupes de travail ont discuté les points suivants:

1. Le rôle de la science en rapport avec l'IW dans l'appui de la coopération régionale;
2. L'analyse (TDA), le suivi et les indicateurs des progrès (SAP) ;
3. La mobilisation efficace des connaissances;
4. Le continuum entre science et politique.

La conférence a également lancé le rapport de synthèse du projet FEM IW: Science sur les eaux souterraines, les lacs, les sources de pollution de la terre, les grands écosystèmes marins et les océans ouverts, les bassins fluviaux et les solutions au problème de la relation entre science et politique.

Au cours de cette conférence, le Projet COAST a présenté une affiche intitulée: « *Comment associer et relier les meilleures pratiques et technologies disponibles (MPD / MTD) dans le monde aux projets côtiers dans les domaines thématiques de l'éco-tourisme, des systèmes de gestion environnementale (SGE) et de la gestion des récifs et des loisirs nautiques (GRLN) au Kenya, au Mozambique et en Tanzanie* ». L'affiche reliait l'examen mondial du projet COAST sur les meilleures pratiques et technologies disponibles (MPD / MTD) qui a été effectué en 2009 avec les activités actuelles de MPD / MTD que le projet COAST met en œuvre dans les pays partenaires.

L'affiche montre les points suivants:

Au cours de cet atelier, le projet COAST a pu entamer un dialogue avec plusieurs projets concernant les GEM en Afrique australe (notamment les GEM du courant Benguela et du courant des Aghulas/ Somali) pour essayer de profiter d'opportunités de jumelage.

1. L'approche de « transfert de technologies respectueuses de l'environnement » de l'organisation de Nations-Unies pour le développement industriel (ONU/IDI) en tant que MPD pour les systèmes de gestion environnementale. (Visiter <http://www.unido.org/index.php?id=7677g/> pour de plus amples informations)
2. Le programme « Tourisme durable – Elimination de la pauvreté (TD - EP) » de l'organisation mondiale du tourisme comme MPD pour l'éco tourisme. (Visiter <http://www.unwtostep.org>; pour de plus amples informations)
3. Une approche intégrée de la gestion des récifs et des loisirs nautiques (GRLN) grâce à l'utilisation de cartes des endroits important, la vérification des récifs et l'installation de bouées de démarcation et / ou d'amarrage.

(Pour lire l'affiche du projet COAST, veuillez visiter notre site web www.coast.iwlearn.org)

Le projet COAST participe au deuxième atelier régional d'IW-LEARN sur l'évaluation économique des services pour les écosystèmes.

L'IW: LEARN, en partenariat avec la division de la sécurité alimentaire et de la durabilité de la CEA et le Secrétariat de l'ONU-Eau Afrique a organisé un atelier pour les gestionnaires de projets du FEM IW; agences du FEM et d'autres partenaires multilatéraux / organisations régionales dotées de mandats d'eau. La réunion a eu lieu à la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) à Addis-Abeba, en Ethiopie du 12 au 14 Novembre 2012. Le Docteur Hugh Gibbon, le coordinateur régional technique pour le projet COAST a participé à la réunion.

L'objectif global de l'atelier était de renforcer les capacités des gestionnaires de projets du FEM IW et des représentants d'organisations partenaires sur la question de l'évaluation économique, ainsi que les paiements des services pour les écosystèmes et les approches fondées sur les écosystèmes.

L'atelier a eu un certain nombre d'objectifs, notamment:

- Exposer les principales approches et méthodologies d'évaluation économique, le paiement des services pour les écosystèmes et les approches fondées sur les écosystèmes des eaux douces aussi bien que des milieux marins;
- Échanger les expériences sur l'application des diverses méthodes d'évaluation économique par les projets du FEM IW dans la région et les résultats de cette mise en application;
- Décider quelles seront les prochaines étapes ou prendre des engagements en ce qui concerne l'évaluation économique ou l'élargissement de la convention de l'eau dans le cadre des projets du FEM IW.

Au cours de cet atelier, le projet COAST a pu entamer un dialogue avec plusieurs projets concernant les GEM en Afrique australe (*notamment les GEM du courant Benguela et du courant des Agulhas/ Somali*) pour essayer de profiter d'opportunités de jumelage. Cela permettra au projet de bénéficier de leurs stratégies de communication efficaces et d'intégrer certaines de ces expériences au sein du Projet COAST, ainsi que de partager avec eux notre travail sur la stratégie de gestion des connaissances et communication du projet. Tous ces partenaires ont convenu que le partage des meilleures pratiques et expériences respectives contribue à l'intégration, l'amélioration et la réutilisation probable de différents indicateurs de durabilité.

Plus d'informations sur le sujet dans nos prochains bulletins d'information COAST

Le projet COAST participe à l'atelier de formation aux TIC pour l'Afrique d'IW Learn en Octobre 2012

En Octobre 2012, le Projet COAST a participé à l'atelier régional sur les TIC pour l'Afrique d'IW: LEARN. Le but de cet atelier était d'aider les projets dans la création et la gestion d'un site web pour le projet à l'aide de la boîte à outils d'IW : LEARN qui est disponible gratuitement. D'autres sujets liés aux TIC ont aussi été abordés, tels que le développement et la syndication de contenus ainsi que de nouveaux sujets comme les publications pour les gadgets de téléphones portables, la visualisation de données collaboratives en ligne, et l'utilisation de l'espace de travail communautaire de l'IW: LEARN. Le responsable de la gestion des connaissances du projet COAST, Mr Geoffrey Omedo, a participé à cette formation.

Le projet COAST a tiré profit de cet atelier en s'équipant de compétences techniques utiles et d'une meilleure compréhension et expertise pour gérer et maintenir son site web relouqué, disponible sur <http://coast.iwlearn.org/>. La formation comprenait des séances pratiques sur la

gestion de sites web avec le système de gestion de contenu Plone. Parmi les sujets abordés figuraient la gestion, la promotion, le suivi et la visualisation des données de sites web.

Le premier atelier de gestion des connaissances et communication a eu lieu à Badagry, au Nigéria.

Le responsable de la gestion des connaissances et de la communication du projet COAST a organisé et animé le 1er atelier de gestion des connaissances et communication (GCC) qui a eu lieu à Badagry, au Nigéria, du 25 novembre au 2 Décembre 2012. Cet atelier était conçu pour les gestionnaires de projet de démonstration (GPD) des sites de Badagry, au Nigéria, d'Ada, au Ghana, et de Kribi, au Cameroun. Il visait à renforcer leur capacité pour soutenir la mise en œuvre de la stratégie de GCC du projet COAST.

Les objectifs et les résultats de l'atelier étaient les suivants:

1. Les besoins en GCC du Nigéria, du Cameroun et du Ghana ont été examinés et incorporés dans la stratégie de GCC du projet COAST ;
2. Les gestionnaires de projet de démonstration et les agents de liaison du projet ont suivi une formation sur la plateforme « gestion connaissances et communication » du projet COAST (*communauté de pratiques du site web, partie du bulletin d'information dédiée aux nouvelles des pays, etc.*);
3. Les participants ont eu la possibilité de partager des leçons, des expériences et des leçons pour encourager un dialogue sur les futurs échanges pertinents d'information de la GCC;
4. Les participants ont été guidés dans l'adoption de certains plans d'action pour améliorer la gestion et des connaissances et la communication dans les sites de démonstration.

Au cours de l'année 2013, d'autres ateliers de ce type sont prévus pour le reste des pays du projet COAST. Les informations, les expériences et les résultats issus de ces ateliers seront présentés dans les prochaines éditions de notre bulletin.

Restez en contact!

Près de 12 institutions du secteur privé (hôtels, restaurants) au Mozambique, au Sénégal et au Kenya ont suivi la formation TEST et se sont engagés à mettre en application les cinq outils de la méthodologie TEST dans le cadre de la composante thématique SGE du projet COAST.

Des nouvelles des formations sur la méthodologie TEST de l'UNIDO pour les pays du domaine thématique SGE, le Kenya, le Sénégal, la Tanzanie et le Mozambique.

Une équipe de formateurs et d'experts de la méthodologie TEST de l'ONUDI composée du gestionnaire du projet COAST, Mr Ludovic Bernaudat, de la coordinatrice technique aux quartiers généraux, Mme Marla Pinto Rodrigues, de l'experte en CGE de l'ONUDI Mme Yolanda Cachu et de l'agent technique Mr Harvey Garcia, a mené avec succès la formation de l'ONUDI appelée

« méthodologie de transfert de technologies respectueuses de l'environnement » (TEST) dans les sites de démonstration du Sénégal (6 au 10 novembre), du Kenya (11 au 18 novembre), de Tanzanie (19 au 24 novembre) et du Mozambique (25 novembre au 1 décembre) lors d'une série de missions se déroulant sur une période de quatre semaines. Au cours de ces missions, des agents de liaison, les gestionnaires de projets de démonstration, les membres du DSMC et tous les intervenants du secteur privé dans les quatre pays du domaine thématique SGE du projet, ont participé activement aux formations. Ils se sont engagés à mettre en application les cinq outils de la méthodologie TEST de l'ONUDI dans leurs hôtels et établissements touristiques du secteur privé respectifs.

La méthodologie consiste à introduire cinq outils de gestion au niveau de l'entreprise afin de changer les pratiques de gestion de manière globale, d'assurer la mise en place durable de pratiques écologiques et de favoriser la compétitivité des entreprises.

Les cinq outils de la méthodologie sont les suivants:

- **Evaluation d'une production plus propre (EPP):** Cet outil met l'accent sur l'identification systématique des possibilités d'utiliser des techniques préventives de sources de pollution qui proviennent généralement de l'inefficacité des processus. Les mesures adoptées de prévention de la pollution (mesures de production plus propres) permettent non seulement de réduire la pollution, mais aussi les coûts d'exploitation.
- **Comptabilité de gestion environnementale (CGE):** Cet outil est défini comme l'identification, la collecte, l'analyse et l'utilisation de deux types d'information pour la prise de décision interne. Des informations physiques sur l'utilisation, le débit et la destination de l'énergie, de l'eau et des matériaux (y compris les déchets) de la société, ainsi que des informations monétaires sur les coûts, les bénéfices et les économies relatives à l'environnement. Il se concentre sur l'optimisation de la production et des produits en remontant à la source de tous les coûts environnementaux, en particulier le coût de la pollution qui est «dissimulé» dans les coûts de production. CGE est l'outil le plus utile pour obtenir l'accord du directeur d'une entreprise car elle permet de mettre le doigt sur le coût réel des processus de production inefficaces.
- **Système de gestion environnementale (SGE):** Cet outil met l'accent sur l'identification et la gestion des aspects environnementaux, et est largement utilisé pour assurer la conformité avec les normes environnementales, mais pour fonctionner correctement, il doit être intégré aux autres systèmes de l'entreprise. Il fait partie du système de gestion global qui inclut la structure organisationnelle, les activités de planification, les responsabilités, les pratiques, les procédures, les procédés et les ressources nécessaires à l'élaboration, la mise en œuvre, la réalisation et le maintien des politiques environnementales.

- **Les technologies respectueuses de l'environnement (TRE):** Cet outil désigne les technologies qui ont le potentiel d'améliorer considérablement la performance environnementale par rapport à d'autres technologies. Ces technologies protègent l'environnement, sont moins polluantes, utilisent les ressources de manière durable, recyclent davantage leurs déchets et produits et gèrent tous les déchets résiduels d'une manière plus respectueuse de l'environnement que les technologies qu'elles visent à remplacer.
- **La responsabilité sociale d'entreprise (RSE):** Il s'agit d'un mécanisme d'autorégulation intégré à un modèle commercial que les entreprises utilisent pour se conformer aux normes d'éthique et aux réglementations internationales. Il est basé sur une coopération étroite avec les parties prenantes et intègre toutes les considérations de durabilité (sociale, environnementale et économique) dans le fonctionnement des entreprises.

Les formations TEST ont été menées dans les quatre pays mettant en œuvre le domaine thématique SGE. Dans certains de ces pays, des discussions préliminaires sont en cours pour entrer en partenariat avec les centres nationaux de production propre, qui possèdent une expertise sur les productions propres et efficaces dans leur utilisation des ressources, cette expertise étant adaptée à la réalité de chaque pays. Ces CNPP finiront par travailler en étroite collaboration avec les équipes de la méthodologie TEST de l'ONUDI. Sur le site de démo d'Inhambane au Mozambique, trois hôtels et un bar - restaurant se sont engagés à appliquer les cinq outils de la méthodologie TEST dans le cadre de la composante thématique SGE du projet COAST. Sur le site de démo de Saly au Sénégal, quatre hôtels ont suivi la formation TEST. Celle-ci a aussi été présentée à deux hôtels et deux ONG sur le site de démo Watamu, au Kenya, qui se sont engagés à l'appliquer dans leurs activités quotidiennes. Quatre hôtels du site de démonstration de Bagamoyo en Tanzanie ont suivi la formation et se sont engagés à appliquer la méthodologie TEST.

Dans tous ces sites de démonstration, les acteurs qui se sont engagés à mettre en œuvre les cinq outils de la méthodologie TEST bénéficieront du savoir-faire de l'EPP, de la CGE, et de la SGE et de propositions en matière de RSE qui sont faites pour identifier et recommander des options «sans frais» et «à faible coût», afin de générer des avantages environnementaux, économiques et sociaux. Grâce à l'outil TRE, les technologies et équipements environnementaux à faible coûts identifiés seront transférés vers les sites respectifs pour traiter certaines des questions décisives concernant l'eau, l'énergie ou les déchets. Puisqu'il s'agit d'un processus participatif, les hôteliers et les établissements touristiques ont été chargés de concevoir un plan collectif clair, concernant la gestion, le financement et la durabilité des TRE, en coopération avec les communautés locales environnantes, afin que tous les acteurs puissent continuer à profiter des avantages après la fin du projet COAST.

L'équipe de la méthodologie TEST de l'ONUDI et leurs partenaires soutiendront les quatre pays de manière continue jusqu'à la fin du projet COAST à la mi-2014. Les avantages environnementaux,

économiques et sociaux seront suivis tout au long du projet de manière à obtenir des résultats concrets d'ici sa fin, qui pourront servir d'indicateurs et être intégrés, améliorés et réutilisés dans des projets similaires ailleurs dans le monde.

Les expériences et résultats de la mise en application de la méthodologie TEST de l'UNIDO seront décrits dans les prochaines éditions du bulletin d'information du projet COAST!

Restez en contact!

DES NOUVELLES DES PAYS DU PROJET COAST

La Gambie

Des Nouvelles Du Site De Demonstration De Kartong



Des communautés locales soutenues par le projet COAST en train de travailler ensemble à Kartong, Gambie.

L'équipe du projet COAST en Gambie a rejoint la communauté internationale lors de la Journée Internationale du Nettoyage des Côtes le 13 Octobre 2012, en organisant des activités de nettoyage. L'exercice s'est déroulé pour enlever les débris des plans d'eau, dont la côte et les plages, et a servi à sensibiliser le public sur les effets des déchets ou des débris sur l'écosystème aquatique. Au cours des activités de nettoyage, les participants ont rappelé l'importance de la conservation de l'environnement côtier. L'exercice a été mené en collaboration avec l'Association nautique et de pêche de Denton Bridge à Bakau, Tanji, Gunjur, Barra, Yelli Tenda / Bamba Tenda et Kartong.

Quelques nouvelles sur les activités prévues à Kartong:

- Le recrutement d'un consultant en SIG pour produire des cartes de la région du site de démonstration et améliorer la restauration des habitats et les activités de tourisme durable;
- L'organisation d'un atelier des « champions de la sauvegarde de la biodiversité » par l'OMT afin d'améliorer les efforts visant à promouvoir la conservation dans la région du

site de démonstration. Kartong accueillera également le 2^e atelier de gestion des connaissances et communication au cours de cette période.

Ghana

Des Nouvelles Du Site De Démonstration d'Ada



Patrouille nocturne pour l'observation de tortues marines, une activité rentable aux Ada Hotels.

L'observation nocturne des tortues de mer sur le site d'Ada

Le Ghana met en œuvre le programme de gestion et de planification intégré des destinations d'écotourisme dans l'estuaire d'Ada dans le cadre du Projet COAST. Ce projet vise à mettre en œuvre des activités qui améliorent la conservation de l'environnement côtier, des espèces et des habitats, la santé et l'hygiène, et dont le but général est de promouvoir des pratiques durables de tourisme côtier. L'estuaire d'Ada possède un certain nombre d'attractions touristiques importantes allant des enclaves et sanctuaires animaliers, aux plages, aux bois sacrés, aux palétuviers, et aux systèmes de vie aquatique, entre autres. Le site dispose également d'une biodiversité variée avec des sites de nidification des tortues, de nombreuses espèces d'oiseaux, de reptiles (tortues, varans, pythons) et de mammifères (lamantins, singes). Tout cela fait d'Ada le havre de paix d'un fragile écosystème à fort potentiel touristique.

Dans le cadre du Projet COAST, il existe une collaboration intéressante qui permet aux touristes de voir les tortues de nuit. Trois des espèces mondialement menacées de tortues nichent le long de la côte du Ghana. Ces espèces sont la tortue olivâtre (*Lepidochelys olivacea*), la tortue luth (*Dermochelys coriacea*) et la tortue verte (*Chelonia mydas*). Dans le cadre de ce projet de collaboration, les stations balnéaires et les maisons d'hôtes ont été encouragées à ajouter la promotion de la conservation des espèces sauvages, en particulier des tortues de mer, en plus des équipements et des services qu'ils proposent.

La visite guidée nocturne est organisée par la Division de la faune de la Commission des forêts Ghanéenne. La collaboration avec les communautés locales et des personnes volontaires sélectionnées pour ces excursions a permis des opportunités d'emploi importantes et la génération de revenus dans le secteur informel. Certains hôtels ont pu bénéficier de cette collaboration comme la station balnéaire Dreamland Beach. Il s'agit de l'un des bénéficiaires d'un

programme de formation organisé par le Projet COAST qui a commencé à promouvoir les observations nocturnes des tortues, et qui a observé un taux d'occupation de plus de 95% l'an dernier. Pour se maintenir à ce niveau, la station balnéaire a même dû employer du personnel supplémentaire en cours de saison grâce à l'amélioration du chiffre d'affaires. Il est à espérer que cette expérience sera partagée avec les autres hôtels et centres balnéaires afin de pouvoir la reproduire.

Autres activités sur le site de démonstration d'Ada.

- En ce qui concerne la communication et la sensibilisation dans les zones délimitées du projet, quatre écoles et huit communautés de la région du site de démonstration ont suivi une formation de sensibilisation sur les avantages du projet COAST, la conservation et l'hygiène;
- L'équipe Coast du Ghana a participé à l'atelier de gestion des connaissances et de communication qui a eu lieu à Badagry, au Nigéria;
- Plus de quatre formations de renforcement des capacités et des compétences ont été suivies par le personnel d'hôtels, les exploitants de bateaux et les guides touristiques.

Activités prévues sur le site de démonstration d'Ada.

- Un travail de cartographie du site de démonstration d'Ada est prévu pour courant 2013.

Kenya

Des Nouvelles Du Site De Démonstration De Watamu

Le projet COAST met en œuvre des activités sur le site de démonstration de Watamu dans les domaines thématiques « écotourisme », « Systèmes de gestion Environnementale » (SGE) et « gestion des récifs et des loisirs nautiques » (GRLN). Le domaine écotourisme est dirigé par notre partenaire OMT, tandis que le SGE est exécuté par l'ONUDI. EcoAfrica exécute le domaine thématique GRLN sous la supervision générale de l'équipe de gestion du projet COAST de l'ONUDI. En 2012, l'équipe COAST à Watamu a finalisé la préparation des engagements de deux hôtels à Watamu dans la mise en œuvre du SGE. Ces hôtels sont pris en charge dans le cadre du Projet COAST pour entreprendre des projets de transfert de technologies allant du compostage des déchets (digesteur biologique) au recyclage (hacheuse plastique portable). Les travaux d'EcoAfrica dans le domaine de GRLN ont commencé avec des évaluations initiales des récifs menées au début de 2013. Cette évaluation d'EcoAfrica est la première étape vers une cartographie des « points sensibles en besoin de conservation » dans la région et de soutenir les efforts visant à améliorer la gestion des loisirs de récif à Watamu.



Les produits éco touristiques faits avec des déchets recyclés, synonyme de visages heureux à Watamu.



Le Projet COAST soutient des activités éco touristiques à Watamu, telles que l'élevage de crabes.

Autres activités sur le site de démonstration de Watamu

Dans le cadre du projet de l'OMT "tourisme durable pour l'élimination de la pauvreté" qui soutient la composante écotourisme, l'association marine de Watamu, membre du comité de gestion du site de démonstration du projet COAST, entreprend le projet de développement de l'écotourisme et du tourisme durable à Watamu. Le but principal de cette initiative est de mettre en place et d'aider à développer les petites entreprises touristiques fondées sur la communauté et l'écotourisme.

Ce projet s'est déroulé avec succès jusqu'à présent et a abouti à :

- La reconstruction d'un sentier et d'un restaurant en bordure des palétuviers.
- L'installation de cages à crabes et la formation sur l'élevage des crabes de palétuviers.
- La formation de cinq groupes communautaires aux techniques d'apiculture.
- L'installation de 80 ruches dans cinq groupes communautaires.

- La formation à la gestion de petites entreprises.
- La formation de certains membres de la communauté à la création d'objets d'art avec des déchets recyclés revendus dans les magasins touristiques.
- Le don de 8 pirogues à des groupes d'écotourisme de la crique de Mida.
- La formation de membres de la communauté au recyclage du plastique.

Mozambique

Des Nouvelles Du Site De Démonstration d'Inhambane



Sensibilisation des communautés riveraines contre la pollution de l'océan produite par les déchets plastiques à Inhambane.

Le projet COAST met en œuvre des activités sur le site de démonstration d'Inhambane dans les domaines thématiques « écotourisme », « Systèmes de gestion environnementale » (SGE) et « gestion des récifs et des loisirs nautiques » (GRLN). En ce qui concerne les SGE, le projet COAST utilise la méthodologie TEST de l'ONUDI afin d'améliorer la gestion de l'environnement et la compétitivité des hôtels qui y participent. La méthodologie TEST de l'ONUDI contient 5 outils de gestion qui visent à modifier les pratiques de gestion de manière holistique, afin d'assurer la mise en place durable de pratiques «vertes», où seule la mise en œuvre coordonnée de l'ensemble des 5 outils peut assurer le succès et la durabilité des changements apportés. Les cinq outils de la méthodologie TEST sont: l'évaluation de production propre (EPP), la comptabilité de gestion environnementale (CGE), les systèmes de gestion environnemental (SGE); les technologies respectueuses de l'environnement (TRE) et la responsabilité sociale des entreprises (RSE). Un certain nombre d'hôtels sont intéressés par la mise en application de la méthodologie TEST de l'ONUDI.

Autres activités sur le site de démonstration d'Inhambane

1. En 2012, l'équipe COAST à Inhambane a organisé plus de douze événements de nettoyage des plages tous les derniers samedi du mois. Un plus grand intérêt a été porté à la plage de Tofo en partenariat avec l'association ALMA et le conseil municipal. Ces événements de nettoyage des plages a fourni une bonne plate-forme pour le partage des enseignements

tirés et des pratiques exemplaires dans l'amélioration de l'environnement et de la gestion des déchets;

2. Le projet COAST a également soutenu le développement d'une stratégie de gestion et de suivi des récifs convenue entre tous les acteurs de la région de la baie de Tofo, et un certain nombre de cartes des récifs ainsi qu'un code de conduite pour l'association de plongée est en cours de production;
3. L'équipe a également développé et essayé les MPD et MTD pour réduire la pollution provenant des terres et la dégradation de l'environnement. Cela a abouti à l'exemple du plan d'utilisation des terres de Pomene qui sera présenté en détail dans une prochaine édition du bulletin d'information COAST;
4. Une réunion s'est tenue en juillet avec l'association de plongée AMAR pour achever et soumettre le code de conduite des centres de plongée du site de démonstration;
5. Dans le cadre du programme TD-EP de l'OMT, une association locale (ALMA) a fait l'objet d'un don de 32.000MT (1185 USD), pour développer les initiatives d'écotourisme impliquant les communautés locales. Ces fonds ont pour but de soutenir les pratiques d'écotourisme locales telles que les boutiques de souvenirs vendant des produits fabriqués à partir de déchets recyclés. Un certain nombre de formations pour les entrepreneurs locaux ont été données sur le site de démonstration d'Inhambane.

Nigéria

Des Nouvelles Du Site De Démonstration De Badagry



Les guides touristiques apprennent l'importance de la sécurité lors d'une formation du projet COAST à Badagry, Nigeria.

Le projet COAST, en collaboration avec l'OMT, met en œuvre des activités dans le domaine thématique « écotourisme » sur le site de démonstration de Badagry au Nigéria. Le site de démonstration de Badagry au Nigéria a été choisi comme site de démonstration COAST en raison de son riche patrimoine culturel et historique en tant qu'ancienne enclave du commerce des

esclaves. Le site a une certaine valeur historique significative au Nigéria. Par exemple, il dispose du premier bâtiment à étages, construit en 1842 et , achevée en 1845 par le révérend C.A Gollmer (voir photo). En outre, Badagry a été la première région de l'avènement du christianisme au Nigéria en 1842. En tant que ville côtière, elle était le principal port desservant la région de Yoruba dans l'arrière-pays jusqu'à la seconde moitié du 19ème siècle. En dehors de son importance historique, la région dispose également de considérables ressources naturelles, notamment une lagune d'eau douce, des plages bordées de cocotiers sur les rives de l'Atlantique, les palétuviers, un certain nombre d'îles vierges et environ un quart de million d'habitants amicaux.

Grâce à cette riche histoire, Badagry est souvent désigné comme le « *pilier du tourisme* » dans l'État de Lagos. En l'an 2000, la ville a été déclarée « paradis touristique » par l'UNESCO. Le projet COAST travaille en collaboration avec le ministère du tourisme et des relations intergouvernementales de l'État de Lagos et avec le ministère de l'Environnement de l'Etat de Lagos pour assurer que l'industrie touristique émergente n'ait pas d'impact négatif sur les écosystèmes et la biodiversité riche dans cette région.

Activités du projet COAST sur le site de démonstration de Badagry.

En 2012, l'équipe COAST à Badagry a tenté d'améliorer la mise en œuvre du projet et a récemment effectué un certain nombre d'activités:

- ✓ L'équipe a organisé une conférence de sensibilisation sur les déchets et les ressources naturelles. Cette série de présentations a été tenue les 15 et 16 octobre 2012. Les présentations visaient à informer les principaux acteurs de l'industrie touristique à Badagry sur les impacts des pratiques non durables sur l'environnement;
- ✓ L'équipe COAST à Badagry a également effectué deux formations sur les pratiques exemplaires en matière d'activités de plaisance et de visites guidées du 15 au 23 octobre 2012. Ces formations avaient pour but de renforcer les liens entre les navigateurs de plaisance à Badagry et le tourisme, en les équipant de techniques de base en matière de santé et de sécurité et d'autres pratiques usuelles de sauvetage. Le projet est parvenu à équiper les navigateurs de plaisance de techniques et de compétences nécessaires à l'exploitation de bateau;
- ✓ En novembre 2012, le site de démonstration de Badagry a également accueilli le tout premier atelier du projet COAST sur la gestion des connaissances et la communication. Cet atelier a réuni les coordinateurs de projet de démonstration du Ghana, du Cameroun et du Nigéria et les membres du DSMC du Nigéria pendant trois jours. L'atelier a identifié des stratégies pour améliorer la visibilité du projet COAST aux niveaux local et régional;
- ✓ L'équipe COAST à Badagry a également participé à l'organisation et au déroulement du Festival annuel de Badagry. Le Festival de Badagry est un festival annuel qui célèbre la riche histoire de Badagry en tant qu'ancienne enclave du commerce des esclaves. Le festival a attiré des milliers de touristes venus de Badagry mais aussi de plus loin.

Certaines des activités prévues pour Badagry en 2013 comprennent:

- ✓ la création d'un guide touristique pour les visiteurs de Badagry.
- ✓ Des campagnes de sensibilisation à Badagry pour encourager l'amélioration de la gestion des déchets et la gestion durable des ressources naturelles.
- ✓ la création d'une carte du site de démonstration de Badagry.
- ✓ Un programme de formation sur la production de souvenirs pour améliorer les activités d'écotourisme autour de Badagry.

Sénégal

Des Nouvelles Du Site De Démonstration De Saly



Conservation des plages à Saly, Sénégal.

Le Sénégal travaille à la mise en œuvre d'activités dans le cadre du domaine thématique « systèmes de gestion environnemental »(SGE). En Décembre 2012, l'équipe du projet COAST du site de démonstration de Saly a soutenu l'organisation de formations TEST de l'UNIDO réussies. La

méthodologie TEST vise à améliorer la gestion de l'environnement et la compétitivité des hôtels participants. Au Sénégal, cinq hôtels sont volontaires pour travailler avec le projet COAST à l'intégration de principes technologiques durables dans leurs opérations, à savoir, l'Hôtel Bougainville, l'Hôtel Filaos, l'Hôtel Lamantin, l'Hôtel Palm Beach et Hôtel Teranga. Après la formation TEST, l'équipe du projet COAST à Saly a finalisé le dossier du projet SGE, et attend le démarrage officiel des activités du projet dans chaque hôtel.

Les activités du projet COAST à Saly sont un complément aux efforts d'autres partenaires des Nations Unies dans l'aménagement de la côte à Saly. Par exemple, le programme d'adaptation de l'Afrique a investi 160 000 dollars dans la protection d'une plage à Saly par la construction d'une série de digues en rocher. Ces efforts contribueront grandement à la restauration et à l'aménagement des plages de sable blanc de Saly.



La destruction de la bande côtière à Saly est une cause de préoccupation pour l'activité touristique.

Des Nouvelles Des Seychelles



Le sceau SSTL un outil pour promouvoir la durabilité de l'industrie touristique.

Les activités du projet COAST, par le biais de son projet «Intégrer la gestion de la biodiversité dans les activités du secteur de production», commence à porter ses fruits aux Seychelles. Les trois premiers établissements touristiques qui ont été évalués sont maintenant certifiés par le label de tourisme durable des Seychelle (SSTL) pour l'intégration de pratiques durables dans leurs activités commerciales. Il s'agit des stations balnéaires Berjaya Beau Vallon Bay et Constance Ephelia et de la résidence de villégiature Hanneman. Le SSTL est un programme de gestion et de certification du tourisme durable conçu spécifiquement pour les Seychelles. Il est volontaire, facile d'utilisation et conçu pour inspirer des moyens plus efficaces et plus durables de faire des affaires. Le SSTL est actuellement applicable aux hôtels de toutes tailles. Sa vision est d'assurer que « *Chaque entreprise hôtelière aux Seychelles intègre des pratiques de durabilité dans leurs opérations commerciales* ».

Des Nouvelles de Bagamoyo



Cet auberge à Bagamoyo est en harmonie avec la nature.

Le projet COAST, en collaboration avec l'OMT, met en œuvre un certain nombre d'activités sur le site de démonstration de Bagamoyo en Tanzanie. Ces activités relèvent des domaines thématiques « écotourisme », « systèmes de gestion environnementale » et « gestion des récifs et des loisirs nautiques ». L'équipe du projet COAST à Bagamoyo a lancé le projet d'écotourisme le 10 janvier lorsque le commissaire du district de Bagamoyo, Mr Ahmed Kipozi, a coupé le ruban lors du lancement officiel des activités du projet d'écotourisme à Bagamoyo. Ce volet du projet vise à renforcer les capacités des communautés locales dans la gestion durable des ressources marines et côtières afin de générer des revenus et d'améliorer les moyens de subsistance. Les villages sur lesquels le projet est centré comprennent Dunda, Kaole, et Mlingotini, situés le long de l'océan Indien dans le site de démonstration de Bagamoyo.

S'exprimant lors du lancement du projet d'écotourisme, le commissaire du district de Bagamoyo, M. Kipozi, a déclaré « les résidents de Bagamoyo devraient être fiers de ce projet car il s'agit d'une opportunité d'emploi, en outre, il exposera le potentiel du site sur l'arène internationale, notamment dans des perspectives touristiques ». Il a ordonné aux autorités compétentes d'utiliser les fonds du projet aux fins visés afin de maintenir la bonne image de Bagamoyo et du pays dans son ensemble. De plus, il a appelé à la transparence et à la participation des populations dans les activités touristiques. Il a déclaré s'attendre à ce que le projet crée de nouvelles compétences dans différents groupes, notamment les guides touristiques et les pêcheurs.

Autres activités du projet COAST sur le site de démonstration de Bagamoyo

En 2012, l'équipe du projet COAST à Bagamoyo a mis en place un certain nombre d'activités présentées ci-dessous :

- ✓ Le projet COAST a soutenu le processus d'élaboration d'un cadre d'action pour la gouvernance et la gestion du tourisme durable dans les zones côtières de la Tanzanie. Ceci a été entrepris dans le cadre de vastes concertations avec le gouvernement, les institutions non gouvernementales, la société civile et les membres des communautés locales. Dr Richard Denman, un consultant en tourisme de l'OMT, a mené cet exercice avec l'appui de l'expert local, Mme Mary Lwoga. Des plans de mise en œuvre d'un cadre d'action global pour la gouvernance et la gestion du tourisme durable en Tanzanie sont actuellement en cours.
- ✓ L'ONUDI a organisé des formations à la méthodologie TEST sur le site de démonstration de Bagamoyo en Tanzanie du 19 au 24 novembre 2012. La formation a été suivie par les hôtels suivants : Millennium Sea Breeze Resort, Millennium Old postal, Hôtel La Renaissance, Bomani Beach Bungalows et Oceanic Bay Resort. Pendant la formation, les directeurs des cinq hôtels ont été exposés aux 5 outils de gestion de la méthodologie TEST. Après la formation, les hôtels étaient très intéressés et ont grandement apprécié que l'ONUDI leur présente un ensemble d'outils de gestion aussi utiles dans la résolution des préoccupations commerciales mais aussi environnementales qui surviennent au cours de leurs opérations quotidiennes.



Le Coordonateur local du Projet COAST, Mr Thomas Chali, avec deux membres de l'ONG ÉcoAfrica après un atelier sur la Régénération de Récifs Coralliens à Bagamoyo.

QUESTIONS ET REPONSES



Mr Marcel Leijzer est le coordinateur du programme de services et de coopération technique de l'OMT. Il est basé à Madrid, en Espagne et supervise la mise en œuvre des domaines thématiques « écotourisme » et « gouvernance du tourisme durable » du projet COAST.

Dans cette partie, Mr Marcel partage les progrès de la mise en œuvre des composantes « écotourisme » et « gouvernance du tourisme durable » du projet COAST et comment ces progrès contribuent à l'avenir du tourisme côtier en Afrique.

- 1. Pourriez-vous expliquer à nos lecteurs le rôle de l'OMT dans le partenariat qui met en œuvre le projet COAST en Afrique?**

L'OMT est une agence partenaire associée au projet COAST et responsable en particulier des domaines thématiques de l'écotourisme et de la gouvernance du tourisme durable. Le premier domaine thématique vise à développer et à tester des initiatives d'écotourisme qui profitent à la fois aux communautés locales, en réduisant la pauvreté, et à la conservation de l'environnement côtier, en réduisant les effets néfastes des activités touristiques sur la biodiversité dans les sites de démonstration. Les résultats sont ensuite documentés et diffusés à grande échelle. En conséquence aux recommandations de l'évaluation à mi-parcours effectuée en 2011, la composante de la gouvernance et de la

gestion du tourisme durable (GGTD) est devenue une priorité dans le Projet COAST, et donnent des directives pour atteindre les résultats secondaires du projet, intitulé « *identification et amélioration de mécanismes nationaux et locaux soutenant la gestion et la gouvernance du tourisme durable pour faciliter l'adoption des MPD et MTD* ». La composante GGTD donne des conseils aux pays participants sur les mécanismes de gouvernance et de gestion du tourisme durable. Actuellement, une mission consultative a été entreprise pour chacun des pays de la côte.

Dans les prochaines étapes, chaque pays du projet COAST va dorénavant préparer un cadre d'action pour donner suite aux recommandations des rapports nationaux sur la gouvernance du tourisme durable. Cela peut inclure des actions dans les domaines de la planification de politiques et de la réglementation, de l'influence sur le développement et le fonctionnement des entreprises touristiques côtières, de la gestion des environnements côtiers liés au tourisme, et du soutien des moyens de subsistance de la communauté. Un rapport d'ensemble sur les mécanismes de gouvernance et de gestion du tourisme durable sera publié. Celui-ci servira de base à des ateliers régionaux de renforcement des capacités pour les acteurs du Projet COAST sur la façon d'utiliser les divers mécanismes visant à assurer que le tourisme se développe de manière durable le long de la côte africaine.

2. Nous en sommes à la quatrième année de mise en œuvre du projet. Quels sont certains des résultats du travail de l'OMT dans le domaine thématique de l'écotourisme du projet COAST ?

Le projet a organisé trois ateliers régionaux de formation sur l'écotourisme, lors desquels nous avons partagé l'approche et les expériences acquises grâce à l'initiative de l'OMT TD-EP (Tourisme durable - Élimination de la pauvreté) avec les agents de liaison, les coordonnateurs de sites de démonstration et d'autres acteurs. D'après les enseignements tirés au cours des ateliers, les sept pays qui travaillent dans le domaine thématique « écotourisme » ont effectué une analyse de la chaîne de valeur sur leur site de démonstration, pour évaluer les flux de revenus qui s'y trouvent et identifier les opportunités pour les populations locales issues d'un milieu pauvre de bénéficier davantage de l'industrie touristique.

Ensuite, dans chaque site de démonstration, un plan de travail pour le projet d'écotourisme a été mis au point et les premières activités du projet, notamment les conseils et la formation donnés aux populations locales pour leur permettre de proposer des biens et services aux touristes et aux entreprises touristiques, ont été réalisées. Par exemple au Ghana, 28 guides et 25 navigateurs de plaisance ont été formés pour organiser des excursions d'écotourisme, et au Kenya, un sentier le long des palétuviers et un restaurant local ont été rénovés, offrant des revenus venant du tourisme à un groupe de plus de 26 membres de la communauté locale.

3. Comment envisagez-vous le travail de l'OMT sur l'écotourisme par rapport aux autres domaines thématiques du projet COAST ?



Figure 2: Mr. Marcel Leijzer en train de diriger une formation TD-EP pour les agents de liaisons et coordinateurs de projet COAST à Watamu, au Kenya.

Le projet COAST vise à soutenir et améliorer la conservation des zones côtières et des écosystèmes marins en Afrique sub-saharienne en réduisant les impacts environnementaux négatifs du tourisme côtier. Les domaines thématiques « *gestion des récifs et des loisirs nautiques* » et « *Systèmes de gestion environnementale* » traitent plus directement les impacts environnementaux du tourisme. Toutefois, la réduction de l'impact environnemental du tourisme ne peut pas être atteinte de manière isolée. Afin de transformer les communautés locales en champions de la conservation de la biodiversité et de la protection de l'environnement, il faut aussi que les communautés voient qu'elles bénéficient du développement du tourisme. Le domaine thématique « *écotourisme* » offre aux communautés locales une bonne opportunité de tirer des avantages économiques de l'industrie du tourisme, même lorsqu'ils dirigent les mesures de conservation au sein de ces destinations touristiques.

Les projets d'écotourisme aident les membres de la communauté à générer des revenus en proposant des biens et des services aux touristes et aux entreprises touristiques. En même temps, les projets sensibilisent les communautés à l'environnement, encouragent les populations locales à le protéger et, dans certains pays, nous essayons d'introduire des mécanismes pour augmenter les revenus du tourisme pouvant être utilisé pour la

conservation de la biodiversité, par exemple, des frais de conservation payés par les touristes qui souhaitent faire une excursion d'observation des tortues sur le site de démonstration du Ghana.

4. Quels sont certains des problèmes rencontrés lors de la mise en œuvre du projet et comment peuvent-ils être résolus ?

D'après la conclusion de l'évaluation à mi-parcours, les projets d'écotourisme sont sur la bonne voie pour aider les collectivités locales à générer des revenus supplémentaires grâce au développement du tourisme, mais des efforts supplémentaires sont nécessaires afin de faire en sorte que les projets contribuent également de manière importante à la conservation de la biodiversité. Pour remédier à ce problème, les acteurs du projet ont été invités à identifier les interventions possibles qui pourront générer des revenus pour la conservation de la biodiversité et, finalement, aider à protéger ces milieux côtiers. Des campagnes de plantation d'arbres au Cameroun, de replantation de palétuviers en Tanzanie et de recyclage des déchets en Gambie constituent certains exemples de nouvelles interventions. En outre, nous développons un nouveau séminaire de formation qui met l'accent sur la transformation des employés du tourisme en champions de la conservation de la biodiversité et de la protection de l'environnement, qui sera tenu dans l'un des pays COAST et pourra être reproduit dans d'autres pays.

5. Le motif principal du projet COAST est d'identifier les meilleures pratiques et technologies disponibles pour la gestion des impacts de la pollution de la terre causée par le tourisme. Quelles sont certaines de ces MPD et MTD attendues des sept pays qui mettent en œuvre un travail dans le domaine thématique de l'écotourisme ?

Dans les projets d'écotourisme dans les pays, nous nous attendons à trouver des expériences pertinentes et des exemples sur la façon dont les populations locales peuvent générer des revenus à partir de l'écotourisme. Cela peut se produire de différentes façons. Par exemple, grâce à la formation professionnelle organisée au Mozambique, les membres de la communauté peuvent maintenant obtenir un emploi dans les entreprises touristiques. Les collectivités peuvent désormais gérer efficacement les restaurants et les boutiques d'artisanat au Cameroun et au Kenya. Cela permettra aux communautés bénéficiaires d'utiliser au mieux les conseils et le soutien commerciaux pour la construction et la rénovation des installations prévues par le projet COAST ou pour l'organisation d'excursions pour les touristes, après avoir reçu un soutien et une formation sur le marketing et les visites guidées, ce qui est un élément principal des projets d'écotourisme en Gambie, au Ghana, au Nigéria et en Tanzanie. En outre, nous espérons trouver de bons exemples sur la façon dont les projets d'écotourisme ont contribué à la conservation de la biodiversité et à la protection de l'environnement, notamment par des initiatives de recyclage des déchets et de plantation d'arbres, de palétuviers, et par les

frais de conservation payés lors des excursions et utilisés pour la gestion des zones protégées.

6. Un plan de durabilité: d'après votre expérience dans ce domaine, comment souhaitez-vous voir les activités du projet COAST continuer au-delà de la durée de vie du projet lui-même ?

Pour commencer, il faut noter ici que le projet COAST considère important d'intégrer les stratégies de durabilité des projets dans les trois domaines thématiques. En ce qui concerne le domaine thématique de l'écotourisme, nous avons adopté un certain nombre de stratégies visant à assurer la durabilité après la fin du projet. Pour ce faire, il est primordial d'intégrer les activités dans le travail des organisations locales, et de profiter de la forte demande pour les nouveaux produits et services offerts aux touristes et aux entreprises touristiques. Ceci pour faire en sorte que les acteurs voient un intérêt économique en continuant de fournir et d'acheter les produits et services.

En ce qui concerne le projet COAST en général, le cadre d'action pour la gouvernance et la gestion du tourisme durable (GGTD) peut jouer un rôle important pour aider à maintenir les activités du projet COAST. Il donnera des possibilités intéressantes pour l'intégration et l'amélioration de pratiques exemplaires, et, nous l'espérons, stimulera leur application dans l'industrie. En outre, un cadre de gouvernance adéquat permettrait d'intégrer les résultats des domaines thématiques de la GRLN et des SGE, pour créer un ensemble de synergies et finalement atteindre les objectifs généraux. Le cadre d'action est supposé donner un aperçu des principaux mécanismes nationaux et locaux qui seront utilisés pour soutenir la gouvernance et la gestion du tourisme durable dans les zones côtières. Il sera indiqué si chaque mécanisme pourra être mis en place à court terme ou à moyen terme, et si des fonds peuvent être mis à disposition par les sources gouvernementales existantes ou devront être générés ailleurs, par exemple par les donateurs privés qui sont actifs dans le pays. De cette façon, le cadre d'action peut conseiller les acteurs du projet COAST afin de maintenir le suivi des principaux résultats obtenus et des recommandations données dans le cadre du projet COAST.

En outre, grâce à une diffusion à grande échelle des résultats du projet COAST à travers des publications, des bulletins d'information électroniques et des conférences, nous espérons que les enseignements tirés et les expériences acquises dans le cadre du projet COAST pourront également être utiles pour d'autres destinations.

OPINION

Le partage des expériences du projet COAST: Vers une gestion environnementale efficace des hôtels africains.

Aperçu

Le projet COAST met en œuvre la méthodologie de transfert des technologies respectueuses de l'environnement (TEST) dans le cadre du domaine thématique « systèmes de gestion environnementale » du projet au Kenya, au Mozambique, au Sénégal et en Tanzanie. Il s'agit d'une méthodologie intégrée composée de cinq éléments: l'évaluation de production propre (EPP), la comptabilité de gestion environnementale (CGE), les systèmes de gestion environnementale (SGE); les technologies respectueuses de l'environnement (TRE) et la responsabilité sociale des entreprises (RSE). La mise en œuvre de la méthodologie TEST aboutit à des pratiques et des stratégies exemplaires concrètes de tourisme durable dans l'industrie hôtelière sur les sites de démonstration du Projet côte.

Sur le long terme, le domaine thématique des SGE vise à aider les hôtels sélectionnés dans ces quatre pays à intégrer les principes de tourisme durable dans leurs systèmes de gestion au sein de leurs sites de démonstration. En début 2012, le projet a travaillé à l'identification de problèmes environnementaux spécifiques et à trouver des solutions concises de gestion de l'environnement de par une approche de formation participative avec les acteurs sur les sites de démonstration COAST à Saly (Sénégal), Watamu (Kenya), Bagamoyo (Tanzanie) et Inhambane (Mozambique). Diverses personnes ont participé à ce processus, bien que le secteur privé ait joué un rôle important. Pour atteindre cet objectif, le projet COAST a recruté deux conseillers pour commencer le travail comme condition préalable avant le lancement officiel de la méthodologie TEST de l'ONUDI. M. Léandre Yameogo et M. Edgar Ambaza (présents sur la photo) ont soutenu ce processus en tant que conseillers au soutien technique et ci-dessous, ils partagent certaines de leurs expériences sur la façon dont les processus ont été menés et quels enseignements en ont été tirés.

LA GESTION ENVIRONNEMENTALE DANS LES HOTELS D'AFRIQUE DE L'EST: LES CAS DU KENYA ET DE LA TANZANIE



Par Mr Edgar Ambaza, Conseiller Technique

Introduction

Les institutions d'accueil dans l'industrie du tourisme doivent faire face à un certain nombre d'aspects environnementaux, dont, parmi les plus importants, l'eau, les déchets (solides et liquides) et l'énergie. À l'aide des résultats du Projet COAST, qui vise à intégrer les principes de durabilité environnementale dans le tourisme dans le cadre du domaine thématique des systèmes de gestion environnementale, celui-ci a mené un certain nombre de formations et d'ateliers de sensibilisation à la direction hôtelière sur les sites de démonstration de Watamu et Bagamoyo au Kenya et en Tanzanie, respectivement. Ces ateliers avaient pour but de sensibiliser les acteurs du secteur privé des sites de démonstration sur l'importance d'intégrer des mesures de conservation dans leur fonctionnement quotidien. Ceci est également important selon la norme internationale ISO 14001 sur la gestion environnementale.

Analyse de l'écart

Pour commencer le travail, une analyse de l'écart initiale portant sur les principales questions environnementales a été menée dans les hôtels participants des sites de démonstration au Kenya et en Tanzanie.

Vous pouvez trouver ci-dessous un résumé des observations et des constatations faites:

- La majorité des aménagements des hôtels visités lors de la mission sur le site de démonstration de Watamu au Kenya sont faits selon une politique environnementale, alors que la majorité des hôtels sur le site de démonstration de Bagamoyo en Tanzanie n'ont encore aucun type de politique environnementale interne qui ait été documentée et mise à la disposition du public;
- Un seul site dans la région du site de démonstration de Watamu sur la côte kenyane avait une politique de santé et de sécurité documentée. Les autres installations du site de démonstration ne possédaient aucune procédure documentée sur l'identification des aspects environnementaux et la détermination des aspects importants;
- La plupart des institutions d'hôtels dans les régions des sites de démonstration au Kenya et en Tanzanie n'avaient pas de registre des aspects environnementaux (*les aspects environnementaux sont des éléments des activités, produits ou services d'une organisation qui peuvent avoir une influence sur l'environnement*) contenant des précisions sur les aspects environnementaux significatifs qui peuvent avoir un impact sur l'environnement;
- Certains des aspects environnementaux significatifs qui demandent une intervention stratégique, parmi tous les hôtels visités sur les sites de démonstration de Watamu et de Bagamoyo étaient l'eau, l'énergie et les déchets (*solides et liquides*);
- Certaines options technologiques propres de production ou environnementales pour l'eau et l'économie d'énergie ont été constatées en deux endroits sur le site de démonstration de Watamu au Kenya, à savoir l'utilisation de robinets à détection, de cartes électroniques pour l'ouverture et la fermeture des portes et l'allumage automatique des lumières. Aucune des ces technologies n'a été documentée dans les hôtels de la région du site de démonstration de Bagamoyo.

Conclusion

Selon les constatations faites dans les hôtels, un seul aménagement hôtelier a été jugé conforme aux exigences la norme ISO 14001. À cet égard, il faut rappeler ici que la plupart des organisations hôtelière sur les sites de démonstration de Watamu et de Bagamoyo n'ont pas encore mis en place de procédures d'identification des ou d'accès aux conditions légales en matière d'aspects ou de risques concernant la santé, la sécurité et l'environnement. Les raisons sont variées et comprennent notamment le manque de savoir-faire, le manque de capacités humaines et financières, la mise en application faible des réglementations, cela aboutissant à un manque de conformité. Nous estimons que, d'après notre travail au Kenya et en Tanzanie, le projet COAST possède maintenant les matériaux de base, les outils nécessaires et le potentiel pour aider ces établissements touristiques à améliorer leurs approches de durabilité environnementale pendant la mise en œuvre du projet.

(Les opinions exprimées ici sont les points de vue personnels de Mr Ambaza fondées sur son travail en tant que conseiller pour le projet COAST)

GESTION ENVIRONNEMENTALE AU SENEGAL ET AU MOZAMBIQUE



Par Mr. Léandre Yameogo, Conseiller Technique

Introduction

Le projet COAST nous a employés pour étudier l'état de la gestion environnementale dans certains hôtels situés le long des côtes du Sénégal et du Mozambique, sur les sites de démonstration du projet à Inhambane et à Saly respectivement. Notre étude était fondée sur la norme ISO14001. Pour entamer notre travail, nous avons mené une analyse de l'écart initiale concernant les principales questions environnementales dans les hôtels participants sur les sites de démonstration d'Inhambane et de Saly.

Vous pouvez trouver ci-dessous un résumé des observations et des constatations faites:

- Le Sénégal et le Mozambique possèdent tous deux une industrie touristique naissante qui est fondée sur la richesse de leur biodiversité et de leurs cultures. Il existe certaines différences entre ces deux pays en ce qui concerne leur approche de la conservation des écosystèmes marins. Le Sénégal, par exemple, a impliqué son armée dans la restauration du littoral et les collectivités locales dans la gestion des déchets et la sensibilisation. Le Mozambique, en revanche, concentre son attention sur la conservation marine et la restauration des palétuviers qui demande une participation optimale des communautés locales;
- Les deux pays ont planifié et mis en œuvre des activités avec d'autres organisations locales pour la sensibilisation de la communauté, l'apprentissage empirique et le partage des résultats. Les activités du projet COAST dans les deux pays comprennent le renforcement des capacités des acteurs locaux de l'industrie hôtelière. Des formations SGE ont été offertes aux hôteliers par des conseillers SGE, et ils ont identifié les aspects environnementaux devant être pris en compte;

<ul style="list-style-type: none"> • Dans les deux pays, les structures de gouvernance locales sont considérées extrêmement importantes pour une intégration efficace des principes de développement durable dans les destinations touristiques;
<ul style="list-style-type: none"> • Pour que les objectifs du domaine thématique des SGE soient atteints totalement sur les sites de démonstration des deux pays, il serait utile d'encourager la direction des hôtels à planifier et accomplir des actions pour atteindre les objectifs souhaités en mettant en place des structures, des responsabilités, des formations adéquates, et en utilisant des processus de sensibilisation et de communication efficaces;
<ul style="list-style-type: none"> • Des efforts devraient être faits pour améliorer certains éléments des SGE comme la documentation, le contrôle opérationnel, la préparation et les réactions face aux situations d'urgence, le suivi et l'évaluation; la non-conformité et les mesures de correction ou de prévention ainsi que les vérifications comptables et de gestion. Tous ces éléments sont très peu présents dans les établissements hôteliers des deux pays;
<ul style="list-style-type: none"> • L'intégration des principes de gestion environnementale ne peut fonctionner dans les hôtels que si les employés en « font l'expérience ».

Conclusion

En conclusion, il faut noter ici que pendant longtemps, la conservation de l'environnement n'a pas été considérée comme une question primordiale dans le secteur de l'hôtellerie en Afrique. Au cours de l'année 2012, au Sénégal et au Mozambique, le projet COAST a travaillé à sensibiliser les hôtels sur l'importance d'adopter des principes du tourisme durable. Les formations ont permis l'amélioration de la connaissance, le renforcement des capacités et la transparence des processus, et il est désormais possible aux directions des hôtels de repérer le potentiel d'optimisation et de réduction des coûts en énergie, en eau et en gestion des déchets. Les autres avantages sont une amélioration générale de l'image de l'établissement et un effet positif sur les relations avec les communautés locales et les autorités gouvernementales dans les deux pays.

Grâce à une gestion hôtelière éclairée qui comprend parfaitement comment aborder les aspects environnementaux dans leur fonctionnement, on réalise peu à peu que la conservation est une question qui se trouve en réalité au cœur de l'hôtellerie en Afrique. Cela contribue grandement à surmonter les difficultés attribuées à la conservation de l'environnement dans les hôtels. Dans la plupart des cas, c'est à cause de la mauvaise allocation des ressources humaines et financières pour la gestion environnementale dans les hôtels que la conservation de l'environnement a été laissée de côté. Il faut noter le grand intérêt des hôteliers des deux pays à être impliqués dans le projet ainsi que la motivation des comités de gestion et l'engagement des secteurs publics et privés dans chaque pays.

(Les opinions exprimées ici sont les points de vue personnels de Mr Yameogo fondées sur son travail en tant que conseiller pour le projet COAST)



CLAUSE DE NON-RESPONSABILITE DE L'UNIDO

Ce document a été réalisé sans modification formelle des Nations Unies, les appellations employées et la présentation des données dans ce document n'impliquent pas l'expression d'une opinion quelconque de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) concernant le statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni le tracé de leurs frontières ou limites, ou de son système économique ou degré de développement. Les appellations "développé", "industrialisé" et "en développement" sont employées à des fins statistiques et n'expriment pas nécessairement un jugement quant au stade atteint par un pays ou une région particulière dans le processus de développement. La mention d'une entreprise ou de produits commerciaux ne constitue pas une approbation par l'ONUDI.

Bien qu'un grand soin ait été pris pour maintenir l'exactitude des informations ci-dessus, ni l'ONUDI ni ses États Membres n'assument aucune responsabilité pour les conséquences pouvant résulter de l'utilisation de ces matériaux.

Ce document ne peut être librement cité ou reproduit sans reconnaissance préalable.